

tibles de débit et de crédit, aux termes desquels elles se compensent pour aboutir à un solde unique, seul exigible, à la suite d'une véritable convention, tacite ou expresse.

Ce caractère s'explique par le désir présumé, qu'ont les parties d'établir une véritable compensation entre les crédits ^{et les débits} portés sur le compte, pour permettre un règlement d'ensemble des opérations à leur point final.

Le compte courant, pour être reconnu comme tel, doit comprendre :

- un élément intentionnel (le désir des deux parties de créer un compte courant).

- un élément matériel : la remise (le mot "remise" désigne toutes les opérations génératrices d'une créance en faveur d'une des deux parties ou d'une dette à sa charge).

Ces remises doivent répondre à trois conditions :

- il faut qu'elles soient réciproques (c'est-à-dire que chaque partie doit avoir la possibilité d'être créditrice ou débitrice de l'autre) ;

- il faut qu'elles soient enchevêtrées (c'est-à-dire que chaque partie doit avoir la possibilité d'être alternativement créditrice ou débitrice de l'autre) ;

- il faut qu'elles soient certaines et liquides (c'est-à-dire définitives et en espèce^s au moment de l'entrée en compte).

Conséquences juridiques des règles du compte courant

En ce qui concerne ces conséquences juridiques nous renvoyons à la partie intitulée "chèque".

Conséquences pratiques des règles du compte courant : la lettre d'ouverture de compte.

Nous⁹ avons vu que le compte courant, pour être reconnu comme tel, doit comprendre un élément intentionnel : le désir des deux parties de créer cette forme de compte dans leurs relations.